

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 331 EQUATEUR: L'EVEQUE DE RIOBAMBA REpond AU MINISTRE
DE L'INTERIEUR

L'affaire de Riobamba - l'arrestation d'évêques, de prêtres et de laïcs en pleine réunion pastorale (cf DIAL D 326 et D 327) - continue de susciter des réactions.

Suite aux accusations lancées à la télévision par M. Xavier Manrique, ministre de l'intérieur par intérim, Mgr Proaño a répondu le 27 août 1976 dans son émission radiophonique hebdomadaire à destination des fidèles du diocèse de Riobamba.

Il précise que sur les trois documents présentés par le ministre par intérim, seuls les deux premiers étaient des textes propres à la réunion. Il repousse l'accusation de subversion en évoquant un document dont n'a pas parlé M. Manrique à la télévision et qui était, pour l'évêque de Riobamba, le vrai document de travail de la rencontre pastorale. Nous donnons ci-dessous le texte intégral de la déclaration de Mgr Proaño.

Erratum: Dans la présentation du document D 326, il fallait lire que la réunion de Riobamba avait lieu du 9 (et non 2) au 16 août.

(Note DIAL)

"AGITATEUR DU PEUPLE" (égal subversif)

Entretien de Mgr Proaño dans le programme radiophonique "Hoy y Mañana" du 27 août 1976

1- LES FAITS

Une réunion d'évêques, de prêtres, de religieuses et de laïcs de plusieurs pays latino-américains se tenait à Santa-Cruz, près de Riobamba. Elle avait commencé le 9 août.

Nous nous proposons:

- a) d'échanger nos expériences pastorales;
- b) de faire le point sur la situation actuelle du peuple latino-américain;
- c) de voir ce que, en tant qu'évêques, nous pouvions faire pour le peuple.

Mais... le 12 août, à 5h du soir, quarante policiers en civil envahirent la maison Santa-Cruz. Ils étaient armés de mitraillettes, de carabines et de revolvers; ils avaient en main des grenades lacrymogènes. Brutalement, sans explication aucune, ils nous conduisirent à un car de la Police nationale et nous emmenèrent jusqu'à la caserne du 2e Régiment de Quito. Avant d'arriver à Tambillo, ils me firent sortir du groupe car, comme me le déclara un policier, ils avaient reçu "de nouvelles instructions".

Ils m'emmenèrent au ministère de l'intérieur. Après m'avoir fait attendre plus de trois heures, ils me conduisirent à 1h30 au bureau du ministre. Pour dialoguer? Non. C'était pour m'accuser. Sans même m'inviter à m'asseoir, le ministre de l'intérieur me lança des accusations graves. Il me déclara que la réunion était "subversive": on nous accusait d'être des révoltés et des agitateurs du peuple contre le gouvernement. On me montra des papiers - qui n'étaient pas ceux de la réunion - comme preuve que celle-ci était subversive. Je répondis que ces papiers ne faisaient pas partie de nos documents de travail. Mais mes déclarations ne furent pas reçues. Puis les policiers m'emmenèrent à la caserne du 2e Régiment de Quito; ils me mirent au secret jusqu'à ce que, plus tard, ils me permettent de parler avec deux compagnons.

A 2h du matin, le 13 août, des policiers en armes envahirent de nouveau la maison Santa-Cruz. Ils obligèrent les quelques personnes qui se trouvaient là à faire les valises des évêques, des prêtres, des religieuses et des laïcs étrangers qui avaient participé à la rencontre de Santa-Cruz, afin de pouvoir les expulser du pays en tant que personnes indésirables et dangereuses.

Le cardinal, le nonce et les évêques qui font partie du Conseil permanent de l'épiscopat équatorien, firent des démarches auprès du ministre de l'intérieur pour nous faire remettre en liberté. Dans le bureau du ministre, ils déclarèrent: "Nous ne sortirons pas d'ici tant qu'ils ne seront pas remis en liberté". Le ministre se vit donc dans l'obligation de retirer "l'invitation" qu'il avait faite aux étrangers à quitter le territoire équatorien. En effet, les policiers avaient invité six étrangers à sortir du pays en les emmenant dans une camionnette jusqu'à la frontière avec la Colombie, où ils les firent passer de l'autre côté sans papier aucun.

Grâce aux démarches du cardinal, du nonce et des autres évêques, nous avons recouvré la liberté le soir du 13 août, après plus de vingt-quatre heures de garde à vue dans la caserne du 2e Régiment de Quito.

Ce n'est pas le ministre de l'intérieur en titre qui a agi, mais son sous-secrétaire d'Etat. Le vrai ministre était aux Etats-Unis pour y acheter des machines à fabriquer les cartes d'identité pour les citoyens équatoriens. Quand le vrai ministre revint, les trois membres du Conseil de gouvernement se réunirent avec tous les ministres pour écouter le rapport de M. Xavier Manrique, sous-secrétaire d'Etat et ministre de l'intérieur par intérim. Après l'avoir écouté, ils lui donnèrent leur aval. C'est du moins ce qu'a dit la presse. Par l'intermédiaire du secrétaire administratif, ils déclarèrent à la presse que, si nécessaire, ils rendraient publics les documents prouvant que la réunion de Riobamba était "subversive", c'est-à-dire le fruit de révoltés et d'agitateurs du peuple. C'est alors que j'écrivis au Conseil suprême de gouvernement une lettre dans laquelle je déclarais: "Comme hôte de la rencontre d'évêques et de prêtres à Riobamba, je vous écris cette lettre pour vous demander de ne pas mettre de conditions à la publication de ces documents, étant donné que certains ne font pas partie du matériel documentaire destiné à cette rencontre. Au nom du diocèse de Riobamba, pour que tout soit bien clair aux yeux de l'opinion publique, devant les conférences épis-

"copales des divers pays latino-américains et devant le Saint-Siège, je vous demande d'ordonner le plus tôt possible cette publication et de me donner l'occasion d'exercer le droit de défense face aux accusations calomnieuses dont nous avons été victimes comme évêques, prêtres et laïcs étrangers ou équatoriens." (1).

2- L'ACCUSATION

Le mercredi soir 25 août, à la chaîne nationale de télévision, M. Xavier Manrique, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, fit un exposé et présenta quelques documents. L'exposé et la présentation de documents avaient pour but de démontrer que la réunion de Riobamba avait un caractère politique et était une réunion subversive.

Il argumenta longuement pour montrer que l'arrivée des prélats et des prêtres étrangers s'était faite "de façon licite mais différente de celle qui est habituelle à des personnes de ce rang élevé". Il fit ensuite une description de certains évêques et prêtres en usant d'affirmations et de qualificatifs étrangers à la vérité, voire injurieux. Il expliqua par exemple: "Un nombre important des prélats présents sont connus pour leur tendance unique aux diverses appellations: marxiste, gauchisante, séparatiste ou Eglise libérée". Il déclara de moi que j'étais un "personnage équatorien discuté dont les activités ont déjà fait auparavant l'objet d'une enquête ecclésiastique". Il ajouta: "La plupart d'entre eux ont ou ont eu des démêlés ou des conflits graves avec les gouvernements de leurs pays respectifs ou des pays où ils ont séjourné."

L'accusation selon laquelle la réunion de Riobamba était subversive, se basait sur quelques paragraphes tirés de trois documents. Le premier s'intitule "Eléments historiques". Il s'agit d'une description de la réalité équatorienne du point de vue historique, économique et politique permettant de comprendre la situation actuelle du peuple équatorien. Nous pensons que l'évangélisation, mission de l'Eglise, doit se faire dans le contexte des réalités concrètes qui sont celles du peuple. A ce propos, le journal "La Verdad" d'Ibarra a écrit: "Si se soucier de l'indien, du paysan et du pauvre d'Amérique est de la "subversion",... le meneur en est Paul VI qui, en août 1968, avait déclaré aux paysans d'Amérique: Nous continuerons à défendre votre cause; nous continuerons à proclamer votre dignité humaine et chrétienne;... nous continuerons à dénoncer les injustes inégalités économiques entre riches et pauvres, les abus autoritaires et administratifs à votre détriment."

Le deuxième document présenté s'intitule "Répercussions de cette réalité sur le peuple". Le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur cita quelques phrases de l'introduction, à savoir: "On nous a présenté une vision globale de la réalité équatorienne concernant certains de ses aspects les plus intéressants: comment on en est arrivé à la situation actuelle en économie et en politique, et quel a été le rôle joué par l'Eglise dans cette situation." Effectivement, ce document est la description de ce que pense le peuple de la réalité: "Comment elle se traduit dans sa vie quotidienne, dans son travail, dans sa famille; pourquoi il lui faut abandonner sa communauté pour travailler en ville; pourquoi les gens meurent comme des bêtes; pourquoi ils ne peuvent avoir à manger - quand ils ont à manger tous les jours! - que des pommes de terre, du riz, des fèves; et tant d'autres questions..."

(1) Texte intégral de la lettre dans DIAL D 326 (N.d.T.)

Le troisième document présenté par le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur n'était pas un document de travail de la réunion. Quelqu'un l'avait apporté pour prendre des notes au dos. Il s'agit d'un document du mouvement international appelé mouvement de la non-violence.

3- L'EXPERIENCE DE RIOBAMBA

Le véritable document de travail de la réunion était l'exposé de l'expérience pastorale de Riobamba. Ce document commence par une description de la situation du diocèse de Riobamba, avec des données tirées, pour la plupart, des études réalisées par la Junte nationale de planification d'Equateur. Dans ce document sont sommairement décrites la situation socio-économique de la province de Chimborazo, l'exploitation avec ses différents mécanismes, la domination sociale, la situation culturelle et la situation religieuse. Après cette description, le document présente les objectifs du plan de pastorale du diocèse de Riobamba: la libération intégrale de l'homme concret de la province du Chimborazo, et l'édification de l'Eglise comme communauté engagée dans la libération de cet homme concret de la province de Chimborazo.

Il me semble indispensable de donner le texte littéral de ce que nous entendons par libération intégrale de l'homme concret de la province de Chimborazo. "Il s'agit de:

- "a) La libération de la domination sociale et de l'exploitation économique (violation des droits fondamentaux des faibles par les puissants ou les moins faibles);
- b) La libération de l'ignorance qui empêche de:
 - "- comprendre, maîtriser et transformer le monde de la nature;
 - "- se reconnaître comme personne;
 - "- se situer dans la société et participer à son fonctionnement;
 - "- connaître le Dieu véritable;
- "c) La libération de la misère et de l'insécurité;
 - "- de la misère physique, c'est-à-dire la faim, la maladie et autres souffrances;
 - "- de la misère psychique, c'est-à-dire les angoisses, les frustrations et les vices;
 - "- libération de l'insécurité grâce à la possession et à l'usage des biens indispensables, grâce au travail créateur permettant aux familles de vivre."

Les critères d'orientation de notre action pastorale sont ceux de la recherche du développement authentique de l'homme total, de la préférence pour les plus pauvres et de l'autonomie; une autonomie signifiant la possibilité de continuer en faveur des mêmes bénéficiaires et avec des ressources propres, ainsi que la possibilité d'un changement progressif et constant de la personne, de son système de valeurs, de sa mentalité, de ses attitudes, de ses aspirations et de ses comportements... Ces critères sont l'expression du dessein de Dieu sur l'homme: il veut que l'homme devienne à son image et à sa ressemblance, qu'il se transforme en collaborateur dans la construction du monde, de la société et de la personne humaine.

Le document (sur l'expérience pastorale de Riobamba) rapporte les étapes parcourues en vue de la réalisation de ces objectifs: création

d'Ecoles radiophoniques populaires, création du Centre d'étude et d'action sociale, naissance des Equipes pastorales, naissance de l'Equipe de coordination, expérience des assemblées chrétiennes, formation d'auxiliaires directs pour les Ecoles radiophoniques populaires, nouvelle expérience de formation sacerdotale, création du Foyer Santa-Cruz, naissance de l'Equipe de Santa-Cruz, naissance et croissance des communautés ecclésiales de base.

Un chapitre très important du document est celui qui traite à notre stratégie pastorale: nous partons de la connaissance de la réalité, nous commençons la conscientisation en union étroite avec l'évangélisation, nous débouchons sur l'organisation de la communauté chrétienne au plan de la zone et à celui du diocèse, en ayant également le souci d'entretenir des liens avec des équipes oeuvrant au plan national et international... En ce qui concerne l'accusation qui nous a été faite de poursuivre des buts politiques et d'avoir organisé une réunion subversive, le document déclare très nettement: "L'Eglise ne cherche pas à conquérir le pouvoir. Elle ne peut être assimilée à aucun parti politique. Son action transcende la prise du pouvoir politique, mais ses actions ont nécessairement des répercussions politiques."

La force d'attraction, cependant, que nous n'avons pas encore rejointe tout en étant en marche vers elle, c'est le royaume de Dieu: la libération chrétienne intégrale. C'est le point d'arrivée.

4- DECLARATION DU CARDINAL

Après des heures et des jours de confusion et d'obscurité, la lumière jaillit comme dans un matin resplendissant. La presse d'aujourd'hui nous apporte la parole du cardinal Pablo Muñoz Vega, archevêque de Quito et président de la Conférence épiscopale équatorienne. Il déclare ceci:

(Mgr Proaño lit le texte intégral; cf. DIAL D 327 - puis termine disant:) (N.d.T.)

Jé déclare moi aussi que l'Eglise de Riobamba ne veut pas ouvrir de polémique. Personnellement, je suis toujours prêt au dialogue pour que vérité soit faite. Il se peut que le gouvernement équatorien ait agi d'une façon aussi étrange et mis dans une aussi mauvaise posture le renom de notre pays auprès des autres nations par suite, sans doute, de motifs qui lui étaient étrangers, de pressions venues de l'extérieur. C'est pourquoi il est nécessaire de dialoguer. Je suis disposé à le faire avec les autorités gouvernementales afin que la vérité éclate au grand jour dans l'opinion publique nationale et internationale.

Maintenant, chers amis et frères des communautés chrétiennes, je vous demande de prendre l'évangile. Cherchez l'évangile écrit par St-Luc au chapitre 23, versets 1 à 20, et même tout le chapitre si vous voulez. (Mgr Proaño lit l'évangile et ajoute:) A la lumière de cet évangile, réfléchissez de votre côté sur les événements qui ont secoué l'opinion publique nationale et internationale à propos de notre réunion d'évêques, de prêtres et de laïcs à Riobamba. Réfléchissez-y et envoyez-moi par écrit le résultat de vos réflexions.

(Traduction DIAL -- En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

/spécial)

Abonnement: France 140 F - Etranger 160 F (avion: tarif

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 331-5/5

Commission paritaire de presse: n° 56249